



LEWIS MAG

Chocs

Marché carbone

Facture énergétique

**LA TUNISIE
QUI GAGNE**

TEXTILE
EXPORT

CULTURE
**Dictionnaire des
féministes**

**TALENTS & REUSSITES
MANAGERS 'S CORNER
MEMENTO
CULTURE
LIFESTYLE
REGARDS CROISES**





TOYOTA

Roulez en Hybride & profitez
de nos offres exceptionnelles*



* 90 jours de franchise accordés

* 1 an d'entretien gratuit

Frontières tunisiennes 01
Le pari stratégique des zones franches pour relancer la croissance

Circulaire BCT 2026-4 02
Sauvegarder les devises, contraindre l'économie

LA TUNISIE QUI GAGNE 03
TRIIIZA : Comment Jihene Souabni réinvente l'artisanat durable en Tunisie

MEMENTO 04

- Secteur
- Entreprise
- Droit Des Affaires
- Le Guide
- Lexique



Livre 05
Parution du "Dictionnaire des féministes", un siècle de luttes et d'engagements féminins

Chronique du Temps D'avant 06
Paiement à 90 jours

C'ÉTAIT EN 2006 07
Immobilier, tourisme, FMI : que révélait la Tunisie d'il y a 20 ans ?

Notre engagement reconnu, votre confiance récompensée.

- ✓ Meilleure banque sur le marché de change en Tunisie par Global Finance
- ✓ Meilleure banque en Tunisie décernée par Euromoney
- ✓ Meilleure gouvernance bancaire en Tunisie attribuée par Capital Finance International
- ✓ Meilleure stratégie de digitalisation en Afrique du Nord attribuée par Capital Finance International
- ✓ Contribution exceptionnelle au développement de la jeunesse en Tunisie attribuée par Capital Finance International

www.biat.com.tn



Entre résilience financière et urgence de refondation structurelle



La semaine écoulée confirme une ligne de fracture de plus en plus nette au sein de l'économie tunisienne. Entre des signaux de résistance conjoncturelle encourageants et des défis structurels qui s'intensifient, le pays se trouve à un point de bascule. De la sélectivité accrue de la Bourse de Tunis à l'impératif de relance du secteur phosphate, l'enjeu reste le même : transformer un héritage historique en levier de croissance futur.

Une solidité financière en trompe-l'œil ?

Les indicateurs immédiats témoignent d'une certaine robustesse. La Bourse de Tunis, malgré une légère correction hebdomadaire, maintient une performance annuelle soutenue. Les investisseurs y font preuve d'une sélectivité accrue, privilégiant les valeurs défensives et les grandes capitalisations. Parallèlement, la détente du

service de la dette extérieure, couplée à la progression des recettes touristiques et des transferts des TRE (Tunisiens Résidents à l'Étranger), offre une respiration budgétaire bienvenue. Toutefois, cette embellie demeure largement conjoncturelle. Avec un taux d'investissement toujours inférieur à 8 % du PIB, le redémarrage effectif de la machine productive se fait attendre, limitant la portée de ces bons résultats financiers.



Le phosphate et l'énergie : les nerfs de la guerre

Le secteur du phosphate illustre parfaitement ce paradoxe tunisien. Avec des réserves estimées à 2,5 milliards de tonnes, la Tunisie dispose d'un atout stratégique majeur. Pourtant, la production peine à atteindre les objectifs fixés pour 2030. Entre logistique ferroviaire défaillante et tensions sociales dans les bassins miniers, la filière devient le miroir des blocages systémiques du pays.

Cette vulnérabilité est accentuée par la volatilité des cours du pétrole. Dans un contexte géopolitique instable, chaque hausse du baril fragilise les équilibres budgétaires d'une économie encore lourdement dépendante des importations énergétiques.

L'héritage du CSP : Un modèle pour la réforme économique

Dans ce paysage contraint, le 70e anniversaire du Code du Statut Personnel (CSP) offre une perspective historique capitale. En 1956, la Tunisie a su opérer une rupture profonde en conciliant modernité juridique et référentiel culturel. Cette capacité à produire un cadre institutionnel avant-gardiste est précisément ce qui manque à l'économie contemporaine.

La question posée aujourd'hui est similaire à celle de l'ère Bourguiba: comment passer d'un modèle hérité à un modèle refondé ? La résilience actuelle offre des marges de manœuvre, mais sans une volonté de réforme aussi claire que celle qui a porté le CSP, la trajectoire durable restera hors de portée.

en bref

- **Performance Boursière :** Sélectivité accrue des investisseurs vers les valeurs défensives malgré une correction mineure.
- **Oxygène Budgétaire :** Hausse des recettes touristiques et des transferts TRE stabilisant le service de la dette.
- **Apathie de l'Investissement :** Un taux d'investissement inférieur à 8 % du PIB freine la relance productive.
- **Urgence Phosphates :** 2,5 milliards de tonnes de réserves sous-exploitées à cause de la logistique et du climat social.
- **Besoin de Réforme :** Nécessité d'une rupture institutionnelle similaire à l'esprit du Code du Statut Personnel de 1956.

Diaspora

Le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, a présidé vendredi, par visioconférence, l'ouverture de la Journée des compétences tunisiennes en Espagne, organisée à Madrid sous le thème "Une intégration réussie au service d'un développement durable commun entre la Tunisie et l'Espagne".

L'événement a été initié par l'ambassade de Tunisie à Madrid, en partenariat avec Casa Árabe, le réseau des compétences tunisiennes en Espagne, ainsi que des représentations de l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (FIPA) et de l'Office national du tourisme tunisien (ONTT).

Cité dans un communiqué du département des Affaires étrangères, Nafti a souligné l'importance stratégique de la diaspora tunisienne, qu'il a qualifiée de "véritable richesse", contribuant au rayonnement international du pays et à ses efforts de développement.

Il a également mis en avant le rôle de cette initiative dans le renforcement des relations avec l'Espagne, partenaire historique de la Tunisie, à l'approche du 70e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, prévu l'an prochain.

OFFRE NKALMEK مكالمات ماتوفاش و أنترنات ماكيفهاش

25.9د
في الشهر



APPELS
ILLIMITES



25Go



ooredoo

عرض صالح للخطوط بالفاتورة مع إشترك 12 شهر.
عرض المكالمات الغير محدود صالح في حدود 200 ساعة.
35 مليم/ الدقيقة hors forfait.

La Tunisie constamment exposée aux chocs extérieurs |

Est ce une fatalité ?



« **L'économie tunisienne reste vulnérable en cas de choc externe de grande ampleur, comme une hausse durable des prix mondiaux des hydrocarbures en lien avec le conflit au Moyen-Orient** », estime le service économique de l'ambassade de France en Tunisie.

Connu pour être un fin observateur de la chose tunisienne, ce service évoque, dans une analyse fort intéressante, l'impact de la guerre irano-américano israélienne sur l'économie tunisienne et passe en revue, à cette fin, plusieurs scénarios. En voici de larges extraits.

La Tunisie risque de subir une dégradation de ses comptes extérieurs

Globalement, les auteurs de cette analyse estiment que « par sa dépendance croissante aux hydrocarbures importés, la Tunisie risque de subir une dégradation

■ A LA UNE

de ses comptes extérieurs en cas de hausse durable des prix mondiaux de l'énergie ».

Ils ajoutent qu'au moment où « sa consommation de produits pétroliers et de gaz naturel atteignent des niveaux historiquement élevés, et que son taux d'indépendance énergétique ne cesse de se dégrader depuis trois décennies jusqu'à tomber à 35% en 2025, la Tunisie a dû importer ces dernières années des volumes croissants d'hydrocarbures qui ont alourdi sa facture énergétique externe : environ 14 Milliards de dinars par an depuis 2022, soit 7% du PIB. Cette facture « représentait plus de la moitié du déficit commercial en 2025, ce qui accentue la vulnérabilité de la balance des paiements à un choc sur les prix énergétiques ».

Les scénarios envisagés

L'analyse devait développer ensuite les scénarios envisagés, et ce, sur « la base des volumes d'hydrocarbures (gaz naturel, pétrole brut et produits raffinés) importés en 2025

Les simulations concoctées, note l'analyse, montrent qu'un choc durable aurait un impact significatif sur le solde courant, que l'on peut estimer entre 0,5 point de PIB (avec un baril à 80 dollars en moyenne sur l'année mais sans hausse de prix du gaz)

et 2,5 points de PIB (avec un baril à 100 dollars et une hausse de 25% de la facture de gaz naturel) ; toutes choses égales par ailleurs, les réserves de change perdraient l'équivalent de 4 à 20 jours d'importations ».

Au rayon des solutions à apporter, l'analyse relève que « certains leviers pourraient être actionnés pour atténuer ces effets sur le niveau des réserves, comme une modération des importations de certains produits ou la mobilisation de nouveaux emprunts en devises ».



« L'économie tunisienne reste vulnérable en cas de choc externe de grande ampleur, portée par une dépendance croissante aux hydrocarbures importés. »

A contrario, relève l'analyse, « ces scénarios seraient aggravés par certains effets de second tour, tels qu'une dépréciation du dinar par rapport au dollar, suite au creusement du déficit courant et à la baisse des réserves, ou encore en cas de baisse des recettes touristiques en devises qui résulterait d'un ralentissement du tourisme international ».



Impact sur le déficit public

En raison du subventionnement par l'Etat des produits de base et de l'énergie, le déficit public pourrait se creuser en cas de hausse durable des prix de l'énergie et d'inflation importée.

« En effet, alors que la Loi de Finances 2026 est construite sur un prix annuel moyen du baril à 63 dollars, un dollar de hausse supplémentaire génère un coût budgétaire de 162 Millions de dinars par an, soit 0,1 point de PIB.



« Avec un baril à 100 dollars, le déficit public pourrait bondir jusqu'à 9,1% du PIB, tandis que les réserves de change perdraient l'équivalent de 20 jours d'importations. »

14 Mds DT
Coût annuel des importations
d'hydrocarbures
depuis 2022 (7% du PIB).

En conséquence, poursuit l'analyse, un scénario de Brent à 80 dollars pendant une année entraînerait un surcoût de dépenses publiques de 1,5 point de PIB, le déficit public passant alors de 5,9% du PIB dont inclus (prévision de la Loi de finances) à 7,4% du PIB. Un scénario plus défavorable avec un prix moyen annuel à 100 dollars pourrait porter le déficit public jusqu'à à 9,1% sans autres mesures correctives.

« En Tunisie, chaque dollar de hausse du baril est une ponction directe de 162 millions de dinars sur le budget de l'État. »

Au chapitre des panacées proposées pour contenir le déficit, l'analyse estime que « différentes mesures budgétaires pourraient réduire l'impact. Il s'agit entre autres d'une réduction temporaire

du niveau de subventions à l'énergie, de nouvelles mesures de consolidation portant sur les recettes ou les dépenses, ou encore un lissage pluriannuel du paiement des subventions de compensation aux entreprises publiques du secteur énergétique».

Par ailleurs, une inflation des prix alimentaires pèserait également sur les dépenses publiques via le système de subventions aux produits de base.

Au Cas d'une crise prolongée, le problème se posera avec l'Algérie

Et pour être complet sur le sujet, l'analyse du service économique de l'ambassade de France fait remarquer qu'au cas d'une éventuelle paralysie des échanges de biens entre le Golfe persique et la Tunisie, « cette paralysie n'aurait pas de conséquences majeures directes. Les pays du Golfe ne représentent que 1,4%

des exportations tunisiennes et 2,1% de ses importations en 2025, et ne lui fournissent pas de produits énergétiques ».

20 jours
Perte potentielle
de réserves de change
en cas de baril
à 100\$.

Par contre, l'économie tunisienne pourrait subir les effets logistiques et énergétiques de second tour d'une crise prolongée dans la mesure où la Tunisie dépend de son voisin l'Algérie pour son approvisionnement en gaz. « En effet, la production d'électricité nationale repose à 94% sur le gaz naturel, dont les trois quarts sont importés d'Algérie ».

Abou SARRA

en bref

- **Indépendance énergétique** : Chute à 35% d'ici 2025.
- **Facture pétrolière** : 14 milliards de TND/an, soit 7% du PIB tunisien.
- **Risque budgétaire** : +1\$ sur le baril = 162 MDT de surcoût pour l'État.
- **Scénario noir** : Un baril à 100\$ porterait le déficit public à 9,1%.
- **Axe critique** : Dépendance totale au gaz algérien pour 94% de l'électricité.



Le Guide
2024

Épargne retraite

Placements

Épargne

Frontières tunisiennes |

Le pari stratégique des zones franches pour relancer la croissance



En stand by, depuis 2008, le programme du gouvernement tendant à moderniser les postes frontaliers terrestres en œuvrant à les promouvoir, dans une première étape, en espaces de repos acceptables pour les voyageurs et à les transformer, dans une deuxième, en zones franches, commence à prendre forme.

Sur une douzaine de postes répertoriés, dix avec l'Algérie et deux avec la Libye, trois ont gagné en visibilité.

Modernisation de trois postes frontaliers un avant goût d'un créneau porteur

Le premier, le poste frontalier de Melloula relevant de la délégation de Tabarka (Nord ouest) a fait l'objet de travaux de modernisation et d'extension. Il est prévu que ces travaux prennent fin d'ici le mois de décembre 2026. Le deuxième, le poste frontalier à vocation commerciale de Bouchebka relevant du

gouvernorat de Kasserine (centre ouest de Tunisie). La fin des travaux de sa rénovation et la mise en service des nouveaux aménagements sont prévues pour début 2028.

Le troisième, le poste frontalier de Ras Jedir, principal passage commercial à la frontière tuniso-libyenne. Les travaux de sa réalisation avancent à un rythme acceptable d'après les autorités en charge du dossier.

**16,3
millions**

(Nombre de voyageurs
projetés entre la Tunisie
et ses voisins en 2025,
contre 9 millions
en 2017)

Selon Jamel Zrig, Directeur général de l'Office National des Postes Frontaliers Terrestres (ONPFT), établissement public créé, en 2016, pour gérer les postes frontaliers terrestres, le gouvernement a mobilisé d'importants fonds budgétaires pour développer les trois postes frontaliers et accélérer leur modernisation.

“L’instauration de zones franches aux frontières algérienne et libyenne constitue un nouveau levier de croissance capable de diversifier l’économie tunisienne et de renforcer sa résilience face aux chocs extérieurs.”

Ils ont bénéficié d'une enveloppe totale de 215MD répartie en 170 MD pour Ras Jedir, 95 MD pour celui de Bouchebka et 50 MD pour le poste de Melloula.

Toujours d'après la même source, les achats en Duty free à des prix avantageux ont été expérimentés, avec succès, au poste frontalier de Melloula. Il est prévu, a-t-il dit, de généraliser cette pratique de shopping à tous les postes frontaliers, d'autant plus que le nombre des voyageurs entre la Tunisie et les deux pays voisins ne cesse de croître. Il est passé a-t-il-dit de 9 millions de voyageurs en 2017 à 16,3 millions en 2025, soit une hausse de près de 100%.

315 MD

(Investissement total
mobilisé par l'État
pour trois postes)

La niche à exploiter pour diversifier les moteurs de croissance

De toute évidence, il y a dans cette volonté de mettre en place de zones franches à la frontière ouest (Algérie) et sud-est (Libye) une véritable opportunité pour créer un nouveau moteur de croissance à même de diversifier l'économie du pays et partant, de lui conférer plus de solidité, plus de résilience et plus de marge de manœuvre face aux chocs extérieurs.

“Avec 16,3 millions de voyageurs en 2025 contre 9 millions en 2017, le flux transfrontalier a doublé, justifiant l’investissement de 315 MD engagé par l’État.”

C'est pour dire que le créneau de création de zones franches, pour peu qu'on le développe avec professionnalisme, peut jouer le même rôle qu'assument, de nos jours, le tourisme, les transferts des Travailleurs tunisiens à l'étranger (TRE) et les exportations de l'huile d'olive. Et pour cause.

Les zones franches, partout dans le monde, ont pour mérite de créer certes des emplois, mais surtout de renforcer la balance commerciale par un apport significatif de devises et une augmentation des exportations. Les zones franches présentent également l'avantage de contribuer à une plus grande intégration industrielle entre les pays voisins, de contenir l'économie parallèle et d'éradiquer la contrebande.

La Tunisie, localisée entre deux pays très riches dont les populations jouissent d'un pouvoir d'achat élevé, a toutes les chances et tous les atouts

peut tirer le meilleur profit de cette manne pour équilibrer ses finances et se développer.



“Passer du transit au profit : les zones franches sont le remède structurel pour transformer la contrebande en intégration industrielle.”

Et pour ne pas oublier cet élément d’information : les zones franches en Tunisie ont fait l’objet de trois principales études . I n’est pas inutile de les rappeler pour ceux qui veulent s’étaler sur le sujet. Il y a :

- l’étude menée par l’Agence japonaise de coopération internationale (JICA) qui a prévu la création de quatre

zones franches dans quatre gouvernorats localisées aux frontières avec la Libye et l’Algérie (Le Kef, Kasserine, Médenine et Tozeur);

- l’étude menée par l’Institut tunisien des études stratégiques (ITES) sur la création d’une “zone maghrébine d’industrialisation et de libre-échange commercial”;
- et l’étude élaborée par l’Institut arabe des chefs d’entreprise (IACE) intitulée “La Tunisie et ses pays voisins: risques communs et solutions partagées”.

Ces études présentent le désavantage d’être effectuées sans aucune coordination. C’est au département du Commerce en charge du dossier des zones franches de les regrouper et d’en synthétiser le contenu.

Abou SARRA

en bref

- **Relance d’un plan historique** : Reprise du programme de modernisation des frontières datant de 2008.
- **Investissement majeur** : 315 MD mobilisés pour les postes de Ras Jedir, Bouchebka et Melloula.
- **Explosion du flux** : Passage de 9 millions à 16,3 millions de voyageurs (2017-2025).
- **Modèle économique** : Généralisation du Duty Free terrestre et création de zones franches.
- **Enjeu stratégique** : Diversification de l’économie, lutte contre la contrebande et intégration industrielle.



Vaccins

Le ministre de la Santé, Mustapha Ferjani, a reçu, vendredi, une délégation de la société "Sinovac Biotech" afin d’examiner les perspectives de développement de la fabrication de vaccins et de médicaments biologiques en Tunisie, a indiqué le ministère, vendredi soir, dans un communiqué.

Les discussions avec les responsables de la société ont porté sur l’accélération de l’enregistrement des produits de santé, ainsi que sur le transfert de technologies et de savoir-faire, en vue de renforcer la production locale conformément aux normes internationales.

Selon le ministère, ce partenariat vise à soutenir les capacités de la biotechnologie en Tunisie et à consolider la position du pays en tant que plateforme régionale pour la fabrication et la distribution de vaccins et de produits biologiques.

L’appui attendu de cette entreprise constitue une nouvelle étape concrète vers la réforme et la modernisation du système pharmaceutique national, estime le département de la Santé.

Fondée en 1999 et basée en Chine, "Sinovac Biotech" est une entreprise spécialisée dans la recherche, le développement, la production et la commercialisation de vaccins destinés à prévenir les maladies infectieuses. Ses produits sont distribués dans près de 80 pays.

Kiosque Numérique

HORS-SÉRIES



LEMAG

WEBMAG



REVUES, ÉTUDES
ET DOCUMENTS

La semaine ECO |

Économie sous perfusion mondiale, entre illusion de résilience et dépendance stratégique



Alors que la Tunisie tente de projeter une image de stabilité économique — portée par une bourse en hausse et de nouveaux projets structurants — elle reste suspendue aux soubresauts d’un monde instable. Le blocage des négociations entre Washington et Téhéran rappelle brutalement une réalité : l’économie tunisienne n’est pas seulement fragile, elle est profondément exposée.

Le Pouls de la Tunisie : une économie sous tension permanente

Les cinq signaux de la semaine dessinent une ligne claire : la Tunisie avance... mais sur un fil.

Le premier constat est structurel. Comme le souligne l’analyse sur la dépendance aux chocs extérieurs, le pays subit une accumulation de crises depuis 2020 — pandémie, guerre en Ukraine, blocage du FMI, dérèglement climatique — sans réelle capacité d’absorption. L’économie tunisienne n’amortit plus : elle encaisse.

Face à cette vulnérabilité, des tentatives émergent. Le projet de zones franches aux frontières incarne une volonté de transformation. Passer du transit informel à l’intégration industrielle est une idée forte. Mais elle reste embryonnaire, lente, et surtout dépendante d’une exécution administrative encore incertaine.

Dans le même temps, la Libye apparaît comme un paradoxe stratégique : un “demi-État” instable... mais un marché clé. La Tunisie pourrait y trouver un relais de croissance et une alternative énergétique. Encore faut-il une

diplomatie économique proactive — aujourd’hui absente.

Sur le front financier, la performance du Tunindex (+15,9% YTD) donne l’illusion d’un marché dynamique. Mais derrière cette hausse, la réalité est plus nuancée : concentration des flux, domination des grandes capitalisations, et faible diffusion sectorielle. Autrement dit, une croissance boursière sans profondeur économique.

Enfin, le signal global du gaspillage alimentaire rappelle une autre faille : celle d’un modèle économique inefficace. Jeter plus d’un milliard de repas par jour à l’échelle mondiale pendant que les prix alimentaires explosent traduit une désorganisation systémique... dont la Tunisie subit les conséquences via l’inflation importée.

Lecture globale : la Tunisie ne manque pas d’idées, mais souffre d’un déficit d’exécution, de coordination et de vision stratégique.

Le monde retient son souffle... et pour cause.

Les négociations entre les États-Unis et l’Iran viennent d’échouer après 21 heures de discussions intensives, menaçant un cessez-le-feu déjà fragile. Le cœur du blocage reste inchangé : nucléaire, contrôle du détroit d’Ormuz, sanctions.

Conséquence immédiate : les marchés pétroliers sous tension. Le détroit d’Ormuz — par où transite une part critique du pétrole mondial — redevient une arme géopolitique.

Une semaine ECO : Le réveil brutal face à l’onde de choc mondiale

Pour la Tunisie, l’impact est mécanique :

- Hausse des prix énergétiques
- Dégradation de la balance commerciale
- Pression sur les finances publiques
- Inflation importée accrue

Selon les estimations locales, cette crise pourrait coûter jusqu’à **7 milliards de dinars supplémentaires** — un choc budgétaire majeur.

Mais au-delà de l’énergie, c’est une leçon géopolitique :

Un pays dépendant n’est jamais neutre. Il subit.

La Tunisie, fortement dépendante des importations énergétiques et des flux extérieurs (tourisme, transferts), se retrouve directement exposée à une guerre qui se joue à des milliers de kilomètres.

Résilience et Prospective: entre opportunités manquées et leviers à activer

Malgré ce tableau préoccupant, des marges de manœuvre existent.

Trois axes émergent :

1. Reconfiguration énergétique

L’objectif de 50% d’énergies renouvelables d’ici 2030 n’est plus une option — c’est une urgence stratégique. Chaque crise pétrolière renforce cette évidence.

2. Pivot régional vers la Libye

Dans un contexte où la Libye reste un “marché hybride”, la Tunisie peut jouer un rôle de plateforme :

- services
- santé
- ingénierie
- logistique

Mais cela nécessite une stratégie offensive, à l’image du Maroc en Afrique subsaharienne.

3. Zones franches et intégration maghrébine

Transformer les frontières en hubs économiques est une idée structurante. Si bien exécutée, elle peut :

- réduire la contrebande
- capter des devises

- stimuler l'emploi régional

Comparaison régionale :

- **Maroc** : stratégie export + industrie
- **Algérie** : rente énergétique
- **Tunisie** : entre deux modèles... sans ligne claire

Conclusion

La vérité est brutale :

- **la Tunisie n'est pas en crise... elle est en dépendance.**

Chaque choc international agit comme un révélateur :

- absence de souveraineté énergétique
- faiblesse des réformes

- économie peu diversifiée

L'échec des négociations Iran-USA n'est pas qu'un événement géopolitique.

C'est un test grandeur nature pour la résilience tunisienne.

Le choix est désormais clair :

- Subir les crises... ou les anticiper
- Réagir... ou transformer structurellement l'économie

Car dans le monde de 2026, une certitude s'impose :

les économies passives disparaissent. Les économies stratégiques dominent.

en bref

- **Vulnérabilité structurelle** : L'économie tunisienne, exposée aux chocs extérieurs (Ukraine, climat, FMI) depuis 2020, n'a plus de capacité d'absorption.
- **Choc géopolitique** : L'échec des négociations USA-Iran met sous tension le détroit d'Ormuz, menaçant la Tunisie d'un surcoût budgétaire estimé à 7 milliards de dinars via l'énergie.
- **Illusion boursière** : La hausse du Tunindex (+15,9% YTD) masque une concentration des flux et une absence de profondeur économique réelle.
- **Projets en gestation** : Les zones franches frontalières et le marché libyen sont des leviers de croissance identifiés, mais souffrent d'un déficit d'exécution.
- **Urgence stratégique** : La transition vers 50% d'énergies renouvelables d'ici 2030 devient impérative pour assurer la souveraineté nationale face à la volatilité mondiale.



Gaspillage alimentaire

Le monde fait face à une crise due à un gaspillage sans précédent alors que l'humanité génère chaque année jusqu'à 2,3 milliards de tonnes de déchets municipaux. À l'occasion de la Journée internationale du zéro déchet, célébrée le 30 mars 2026, les Nations unies ont placé le gaspillage alimentaire au cœur des préoccupations, soulignant un paradoxe criant : tandis que des centaines de millions de personnes souffrent de la faim, plus d'un milliard de tonnes de nourriture sont perdues ou jetées.

Créée par une résolution portée en 2022 par la Turquie et 105 États membres, et organisée depuis 2023 sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et d'ONU-Habitat, cette journée vise à sensibiliser aux initiatives zéro déchet et à leur rôle dans la transition vers une économie circulaire.

Selon les données de l'ONU, 19 % des aliments disponibles sont gaspillés par les consommateurs, tandis que 13 % sont perdus entre la récolte et la distribution. Les ménages représentent 60 % de ce gaspillage, soit plus d'un milliard de repas jetés chaque jour.

L'ONU a aussi alerté sur le fait que la majorité des pays manquent encore de données fiables pour atteindre l'objectif de division par deux du gaspillage d'ici 2030. L'initiative "Food Waste Breakthrough", lancée à la COP30 au Brésil, vise justement à accélérer cette transition cruciale pour le climat, la biodiversité et la résilience des systèmes alimentaires.

CHAQUE SEMAINE, L'ESSENTIEL



**Economie, Finance, Actualités,
Tendances, Culture...**

Circulaire BCT 2026-4 |

Sauvegarder les devises, contraindre l'économie



Dans un contexte où la Tunisie affronte une pression croissante sur ses réserves en devises et une inflation persistante, la Banque Centrale a choisi une voie de rigueur : la circulaire n°2026-4. En interdisant aux banques de financer les importations non prioritaires, elle impose aux opérateurs économiques une

discipline nouvelle.

La décision n'est pas seulement technique: elle traduit une volonté politique de réorienter l'économie vers l'essentiel, de protéger les équilibres financiers et de rappeler que la survie nationale passe par la rationalisation des choix collectifs.

La mesure agit comme un filtre : seuls les importateurs disposant de liquidités propres pourront continuer à faire venir des biens jugés non essentiels. Les

banques, reléguées à un rôle de contrôle, perdent une partie de leur fonction commerciale mais. Les consommateurs, eux, verront certains produits se raréfier ou devenir plus chers, tandis que les biens prioritaires resteront accessibles.

À court terme, la circulaire protège les réserves et limite l'inflation importée. À moyen terme, elle peut stimuler la production locale et encourager une consommation plus rationnelle. Mais elle risque aussi d'étouffer les PME,

de ralentir la croissance et de créer des tensions sociales si la substitution locale ne suit pas.

Sur le plan macroéconomique

La circulaire est une réponse défensive à une situation de fragilité des réserves de change et de pression inflationniste. En interdisant aux banques de financer les importations non prioritaires, l'État veut réduire les sorties de devises et concentrer les ressources sur les biens essentiels.

Cela peut effectivement soulager la balance des paiements et ralentir l'érosion des réserves, mais au prix d'un ralentissement de la demande intérieure et d'une contraction de certains secteurs dépendants des importations.

Sur le tissu productif

Les PME importatrices sont les plus exposées : privées de financement bancaire, elles devront mobiliser leurs propres liquidités, ce qui risque d'étouffer leur activité.

Les secteurs industriels qui dépendent de composants ou de matières classées "non prioritaires" pourraient voir leurs chaînes de production fragilisées. À l'inverse, cette contrainte peut stimuler la substitution par la production locale, mais cela

suppose une capacité industrielle que la Tunisie n'a pas toujours à court terme.

Sur la société et la consommation

La mesure va probablement entraîner une rareté de certains biens (produits de luxe, certains équipements, certaines technologies). Cela peut réduire la consommation ostentatoire, mais aussi créer un sentiment de frustration sociale si les biens concernés sont fortement demandés.

En revanche, les produits essentiels devraient rester accessibles, ce qui permet de préserver une certaine stabilité sociale.

Sur les banques

Les banques perdent un rôle actif dans le financement du commerce

extérieur et se retrouvent cantonnées à un rôle de contrôle. Cela réduit leurs revenus liés aux crédits documentaires et garanties, mais renforce leur discipline réglementaire.

À long terme, cela peut aussi les pousser à réorienter leurs financements vers l'investissement productif local.

La circulaire 2026-4 est une mesure de sauvegarde : elle défend l'essentiel, mais elle ne bâtit pas l'avenir. Son succès dépendra de la capacité de la Tunisie à transformer cette contrainte en levier, en développant une industrie nationale capable de répondre aux besoins et en accompagnant les ménages pour éviter que la rigueur ne se transforme en frustration. Sans stratégie industrielle et sociale, elle restera une digue fragile contre une marée économique plus vaste.

A.B.A

en bref

- **Décision :** Interdiction du crédit bancaire pour les importations non prioritaires (Circulaire 2026-4).
- **Objectif :** Préserver les réserves de change face à un risque de perte de 7 milliards de DT.
- **Condition :** Autofinancement à 100% sur fonds propres pour plusieurs catégories de produits.
- **Exceptions :** Les marchés publics et l'État restent exemptés de ces restrictions.
- **Risque :** Asphyxie potentielle des PME et hausse des prix des produits importés.



ATB

البنك العربي لتونس



SAYDALI by *ATB*

**UNE OFFRE PRESCRITE POUR
FAIRE GRANDIR VOTRE ACTIVITÉ.**

www.atb.tn      



Clusters au Maghreb |

Le chaînon manquant de la compétitivité industrielle



Réunis à Tunis dans le cadre du programme EuroMed Clusters Forward, décideurs et experts ont dressé un constat sans équivoque : l'intégration régionale et la montée en gamme des économies maghrébines passeront inévitablement par la structuration de grappes industrielles solides. Entre potentiel avéré et freins structurels, le Maghreb joue sa carte dans la nouvelle donne mondiale.

À l'heure où les économies du

Maroc, de la Tunisie et de l'Algérie cherchent désespérément à renforcer leur attractivité et à s'insérer durablement dans les chaînes de valeur mondiales, un concept s'impose comme le levier incontournable : les clusters. Loin d'être une simple théorie académique, ces écosystèmes d'innovation et de production sont devenus des outils stratégiques de transformation industrielle. Le premier Séminaire Politique Maghreb du programme EuroMed Clusters Forward, tenu à Tunis le 25 mars 2026, a servi de plateforme pour un état des lieux lucide : sans un soutien massif et structuré à ces clusters, le Maghreb risque de rater le train de l'innovation durable.

Un potentiel sectoriel freiné par un environnement complexe

Le constat de départ est encourageant. Le Maroc, la Tunisie et l'Algérie ont vu émerger, ces dernières années, des clusters dynamiques dans des secteurs à haute valeur ajoutée : automobile, aéronautique, électronique, mécatronique, énergies renouvelables et technologies numériques. Ces initiatives ont prouvé leur capacité à structurer des filières entières, à fluidifier la circulation des connaissances et à accélérer l'adoption de technologies de pointe. Mieux encore, certains ont



Recyclage des plastiques

La start-up française Monomeris étudie la possibilité d'implanter une unité de recyclage chimique avancé des plastiques dans le gouvernorat de Bizerte, visant à positionner la Tunisie comme une plateforme industrielle régionale connectée aux marchés africains et européens, a annoncé l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII).

La technologie de conversion chimique développée par Monomeris permet de traiter des plastiques difficilement recyclables par les voies conventionnelles, grâce à des unités compactes directement intégrables dans les chaînes de l'économie circulaire. Ce projet répond aux priorités nationales de valorisation des déchets, de réduction de l'empreinte environnementale et de création d'emplois spécialisés dans les régions.

Cette initiative a été annoncée à l'issue d'une réunion tenue entre le directeur général de l'APII, Omar Bouzouada, et une délégation de Monomeris, conduite par son représentant, Olivier Camp. La rencontre s'inscrit dans une phase d'exploration menée par la start-up, fondée en 2019, visant à déployer ses technologies innovantes en Tunisie.

déjà tissé des partenariats euro-méditerranéens prometteurs, s'engageant résolument dans la transition verte.

Pourtant, la performance globale reste bridée. Les experts réunis à Tunis ont pointé du doigt un environnement complexe : absence de cadre juridique clair, écosystèmes d'innovation fragiles, accès limité au financement et une inadéquation persistante entre les compétences formées et les besoins réels des industriels. « Les cadres réglementaires fragmentés et les liens faibles entre recherche et industrie » demeurent des obstacles majeurs.

L'impératif du Partenariat Public-Privé

Pour relever ces défis, les leaders d'opinion plaident pour une approche collective. Maryse Louis, Directrice générale du FEMISE, a insisté sur l'urgence d'un dialogue politique structuré. Pour elle, l'importance des Partenariats Public-Privé (PPP) est « désormais pleinement comprise » et indispensable pour adapter les politiques aux réalités du terrain maghrébin.

Ce sentiment est partagé par Tarak Chérif, Président du réseau ANIMA Investment Network, dont le message est sans équivoque : « Sans clusters solides et soutenus, il n'y a pas d'industrie compétitive. » Face à une

compétition internationale féroce, il appelle à miser sur l'intelligence collective et la coopération entre entreprises, universités et structures d'accompagnement. De son côté, Omar Bouzouada, Directeur général de l'APII en Tunisie, a rappelé que si la Tunisie dispose d'exemples réussis, elle doit impérativement renforcer ses mécanismes de coordination pour assurer la montée en gamme.

De la discussion à l'action concrète

L'enjeu de ce séminaire, soutenu par l'Union européenne, est de dépasser le simple diagnostic. L'Ambassadeur de l'UE en Tunisie, Giuseppe Perrone, a exhorté les participants à transformer les recommandations en actions concrètes, citant en exemple le protocole d'accord signé entre la France et la Tunisie comme preuve de partenariats tangibles. Le séminaire vise à produire un « Policy Package » opérationnel pour guider les politiques nationales. Pour les pays du Maghreb, les clusters ne sont plus une option, mais une opportunité unique de repositionnement stratégique et de convergence économique régionale. Le Maghreb est à un tournant : il a la capacité de moderniser son industrie, il lui faut maintenant la volonté collective d'agir.



H O R S - S É R I E

RETRAITE

En Tunisie



Marché carbone |

Pourquoi la Tunisie perd des millions de dollars chaque jour dans l'atmosphère ?



Nos émissions de CO2 s'évaporent dans l'atmosphère. Bien perdu ! On peut les monnayer sur le marché des quotas carbone, à l'international. Arrêtons vite la fuite de gaz. Voilà un levier d'appoint pour contribuer à financer la transition écologique.

C'est un filon qu'on gagnerait à mettre en valeur. Et le pays en possède un gisement, momentanément éparpillé et totalement évaporé, qui n'est pas négligeable. Ayant adhéré à la charte de la COP et amorcé une transition écologique le pays gagnerait à aller jusqu'au bout de son élan.

Oui, vendre ses quotas carbone, sur le marché international. Ce

dernier génère des transactions à hauteur de 900 milliards de dollars US, à l'heure actuelle. Les observateurs le voient atteindre 4000 milliards à horizon proche. La Tunisie a déjà mis sur pied la base d'un marché carbone, domestique. Il reste à le parachever.

Et c'est à portée de main. Tel est l'esprit du séminaire organisé par le Centre de recherche sur le

changement climatique de L'IACE, présidé par Slim Zghal. Le débat amorcé à cette occasion peut-il aider à dynamiser l'opération ? C'est dans l'air me diriez-vous mais on est en situation de le capter. Et de renverser les gaz.

Un Business bien rodé

La COP a institué le principe du "Pollueur-Payeur". Dans le même temps COP autorise les pays pollueurs à acheter des quotas carbone à des pays tiers. C'est cette soupape qui a permis de structurer un marché international régulé et règlementé, sous contrôle des Etats, lequel est en pleine expansion. Et ce, malgré le parasitage entretenu par les climato-sceptiques. Et qui ne sont pas des moindres.

Tunisie : "Le pays possède un gisement, momentanément éparpillé et totalement évaporé, qui n'est pas négligeable."

Techniquement, la Tunisie est en mesure de s'organiser pour accéder au marché. C'est ce que démontre une étude réalisée par Iman Khanchel, professeure à l'Université de la Manouba et qui a été débattue à l'occasion.

Chiffre : "Le marché international génère 900 milliards de dollars US, avec un horizon à 4000 milliards."

Des possibilités réelles

Le pays se trouve au milieu du gué. Il s'est donné une CDN, c'est-à-dire le répertoire des "Contributions Déterminées au Niveau National". L'on a donc identifié et quantifié les agents émetteurs ainsi que les réductions possibles de gaz à effets de serre. Il reste à créer l'unité certificatrice dénommée DNA (Designed National Authority) dont la fonction principale est de tenir un registre national où elle répertorie les résultats enregistrés en matière d'atténuation des émissions.

Elle agit comme un tiers public de confiance, veillant à éviter toutes natures de fraude dont la double comptabilisation. Le pays ayant adopté la charte de COP est en mesure de se conformer aux exigences de l'article 6 de la charte dans ses alinéas 2 (A 6.2) et 4 (A 6.4) lesquels prévoient les conditions d'échange de quotas.

Il faut rappeler que le marché règlementé accueille les échanges relatifs aux six secteurs les plus polluants répertoriés par la COP

tel celui du ciment, de l'acier ou des engrais. Et il existe un second marché dit volontaire pour les secteurs non encore mis à l'index par la COP. C'est par sens éthique que des opérateurs s'engagent dans la transition écologique sans être, pour autant, sous le coup de contraintes réglementaires.

Les deux marchés sont ouverts aux opérateurs tunisiens. Et d'ailleurs, à titre expérimental, une transaction pilote a eu lieu à la bourse de Tunis. Cela remonte au mois de mai 2025 et c'était à l'occasion du sommet des bourses arabes. Il faut souligner que les deux parties prenantes de cette transaction sont étrangères. Quelles sont les possibilités actuellement opérationnelles pour les entreprises tunisiennes ?

1er janvier 2026 : mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) par l'UE.

Les disponibilités actuelles

Les opérateurs tunisiens peuvent utiliser des passerelles actives avec deux pays pour le moment. Il s'agit de la Suisse à travers son agence "KLIK". Il s'agit d'une plateforme publique de



35 % d'énergies renouvelables

L'impératif de transition énergétique en Tunisie s'impose comme une priorité nationale. Face à un déficit énergétique de l'ordre de 65 % des besoins nationaux en 2025, la Tunisie doit réduire cette dépendance en exploitant sa "mine d'or" inépuisable, avec un gisement solaire de plus de 3 000 heures par an. Pour transformer ce potentiel en levier de croissance, le pays a adopté une stratégie audacieuse à l'horizon 2030, qui repose sur trois objectifs portant sur une réduction de 30 % de l'intensité énergétique, l'intégration de 35 % d'énergies renouvelables dans le mix électrique et un engagement climatique fort visant à réduire l'intensité carbone de 45 %.

Pour le Directeur de l'énergie éolienne et de la biomasse à l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie (ANME), Imed Landolsi, "l'objectif de porter la part de la Tunisie des énergies renouvelables à 35 % de son mix énergétique, d'ici 2030 est réalisable, à condition que les efforts de toutes les parties prenantes se conjuguent dans une action collective".

« Nous saluons aujourd'hui l'Agence Tunis Afrique presse (TAP) pour l'inauguration de sa centrale photovoltaïque d'une capacité de de 40 kilovoltampères (kVA)...", a-t-il noté.

transaction de quotas carbone. Elle est très active. La seconde est en rapport avec le Japon. Et là également les choses vont bon train. Une troisième est en préparation avec Singapour. Et là encore le potentiel est conséquent.

Il faut souligner que le pays se heurte déjà au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) mis en place dès le 1er janvier 2026 par l'Union européenne. Pour le moment seuls 3 % de nos exportations sont concernés.

Ce mécanisme génère une taxe carbone payable soit en Tunisie soit à l'étranger. Cette taxe a été ajustée aux seuils européens dans la loi de finances 2026. Cette taxe avec ce qu'elle draine pourrait constituer un premier affluent pour financer un fonds qui aiderait les entreprises à s'équiper afin de réduire leurs émissions.

On imagine aisément les effets en retour, d'une insertion sur le marché de quotas carbone.

C'est autant de ressources qui pourraient contribuer à financer l'effort national de développement durable. Il faut reconnaître que c'est une tentation vertueuse. Toutes les options sont ouvertes. Sur le Continent le Kenya et le Ghana ont beaucoup avancé en la matière. Le Kenya aurait enregistré des transactions carbone pour un montant de 100 millions de dollars US. Il est vrai que le switch de l'industrie polluante à l'industrie propre est coûteux. Mais il faut reconnaître qu'il peut rapporter gros. Sans compter qu'il impacte positivement l'image de marque du pays en dopant son attractivité.

Ali DRISS

en bref

- **Potentiel financier :** Le marché mondial du carbone pèse 900 milliards \$ et pourrait atteindre 4 000 milliards \$.
- **Urgence réglementaire :** Le MACF européen taxe les exportations tunisiennes depuis le 1er janvier 2026.
- **Maillon manquant :** La création de la DNA (Designed National Authority) est impérative pour certifier les crédits.
- **Partenariats actifs :** Des passerelles de transaction existent déjà avec la Suisse (KLIK) et le Japon.
- **Objectif :** Financer la transition écologique et améliorer l'attractivité industrielle de la Tunisie.

Des Chiffres

8 %

Taux d'investissement actuel par rapport au PIB, un minimum historique.



27,5

Mds TND - Volume des liquidités circulant hors du système financier formel.



100 \$

Prix redouté du baril de Brent suite aux blocages géopolitiques à Ormuz.



5 Mds \$

Cible des échanges commerciaux tuniso-libyens à l'horizon 2029.



20 %

Part du transit pétrolier mondial menacé par l'instabilité régionale.



Entre choc pétrolier à 100\$ et investissement en berne, la Tunisie doit réformer sa bureaucratie et miser sur la Libye pour éviter le décrochage.



Semaine boursière |

Le Tunindex franchit le cap des 15 500 points dans un marché sélectif



La Bourse de Tunis a confirmé sa dynamique «bullish» lors de la semaine du 06 au 10 avril 2026. Porté par une progression de +1,40%, le Tunindex a franchi le cap symbolique des 15 500 points. Malgré une concentration des volumes sur les «blue chips», la rotation sectorielle a profité à la distribution, éclipsant la performance modérée du secteur bancaire.

Un Momentum Haussier Maîtrisé

Le marché boursier tunisien poursuit sa trajectoire ascendante avec une assurance remarquable en ce début de deuxième trimestre 2026. L'indice phare, le Tunindex, a clôturé la semaine à **15 595,53 points**, affichant une hausse hebdomadaire de **+1,40%**. Cette performance porte le rendement annuel (YTD) à un niveau solide de **+15,95%**. Le Tunindex20 suit une

tendance similaire, progressant de +1,36% sur la semaine.

L'analyse technique révèle un momentum haussier maîtrisé. Après un plus bas hebdomadaire à **15 411,50 points** en ouverture de semaine, l'indice a testé une résistance à 15 600,02 points lors de la séance du 08 avril, définissant ainsi les nouveaux repères techniques pour les investisseurs.

Une Liquidité Soutenue mais Concentrée

L'activité transactionnelle est restée robuste avec un volume hebdomadaire dépassant les 100 millions de titres. Les capitaux traités sur la cote se sont élevés à **49 millions de TND**, affichant une moyenne quotidienne d'environ 12,25 MD TND. Il est cependant crucial de noter une forte concentration des flux : la seule séance du 08 avril a capté 38,41% des capitaux hebdomadaires. Cette sélectivité du marché se confirme par le leadership des «blue chips». PGH, SFBT, OTH, BNA et SOTUV dominent le classement des valeurs les plus échangées, drainant la majorité des liquidités vers les grandes capitalisations.



Cartographie Sectorielle : La Distribution Mène la Danse

La physionomie de la semaine est marquée par une rotation sectorielle intéressante. Les secteurs des Services aux consommateurs et de la Distribution se distinguent avec une progression identique de **+3,95%**. Les Assurances suivent avec une hausse de +2,66%.

À l'inverse, le secteur Banques, malgré son poids prédominant de 56,19% dans l'indice, a affiché une progression modérée de **+0,73%**. Cette sous-performance relative du compartiment bancaire a limité l'ampleur du «rally» global, bien que la tendance de fond reste positive. Le Bâtiment & matériaux ferme la marche avec une hausse timide de +0,51%.

Focus Valeurs et Stratégies

Le compartiment des valeurs a été le théâtre de mouvements volatils.

SMART TUNISIE signe la plus forte hausse de la semaine (+17,24%), suivie par CEMENTS DE BIZERTE (+16,44%) et STIP (+14,10%). Du côté des baisses, BTE (ADP) subit une correction technique de -8,95%, tandis que MONOPRIX cède -5,65% suite à des prises de bénéfices.

Dans ce contexte, la stratégie recommandée reste l'accumulation sur les valeurs liquides et moteurs du marché (PGH, SFBT, OTH, BNA). Une surveillance accrue est conseillée sur les fortes performances hebdomadaires (SMART TUNISIE, STB) pour guetter d'éventuelles consolidations.

en bref

- **Tendance Haussière** : Le Tunindex progresse de +1,40% à 15 595,53 points, portant sa performance annuelle (YTD) à +15,95%.
- **Indices en Hausse** : Le Tunindex20 suit la tendance avec une hausse hebdomadaire de +1,36%.
- **Marché Sélectif** : La liquidité reste soutenue (49 MDT sur la cote) mais concentrée sur les grandes capitalisations (PGH, SFBT, OTH).
- **Moteurs Sectoriels** : La Distribution et les Services aux consommateurs tirent la hausse (+3,95%), tandis que les Banques progressent modérément (+0,73%).
- **Top/Flop Valeurs** : SMART TUNISIE signe la meilleure performance (+17,24%), alors que la BTE (ADP) accuse la plus forte baisse (-8,95%).

Cimenterie de Djebel El Oust

L'entreprise chinoise Sinoma Cement a exprimé, le 10 avril 2026, son intention de renforcer ses activités en Tunisie en introduisant des systèmes de contrôle intelligents et des technologies de production avancées, à savoir l'Agence de promotion de l'investissement étranger (FIPA).

Sinoma Cement est une filiale du groupe China National Building Material (CNBM), entreprise publique chinoise produisant du ciment, de gypse, de matériaux de construction et de la fibre de verre. Le 15 avril 2025, elle a acquis la part du cimentier multinational brésilien Votorantim Cimentos, dans la cimenterie tunisienne de Djebel El Oust à Zaghuan.

Accueilli vendredi par le directeur général de la FIPA, Jalel Tebib, le directeur et représentant de direction de la CNBM's Sinoma Cement Co., Ltd, Li Baoming a précisé que ces innovations sont conçues pour moderniser les lignes de production de la cimenterie de Djebel El Oust, améliorer la qualité des produits, réduire la consommation d'énergie et accélérer la transformation de l'industrie du ciment tunisienne vers une efficacité plus élevée et une réduction des émissions de carbone.

Gestion d'un portefeuille boursier assistée par l'IA |

La gestion passive à l'épreuve d'un marché sélectif



À première vue, le portefeuille tient bon. Avec une valeur de 50 668 dinars et une performance de +1,34%, il reste solidement dans le vert. Mais dans le contexte actuel de la Bourse de Tunis, ce résultat, bien que positif, raconte une autre histoire : celle d'un portefeuille qui résiste... sans encore véritablement performer.

Le marché, lui, a changé de rythme

Après une séquence haussière soutenue, les indices poursuivent leur progression, mais de manière plus sélective. Les gains ne sont plus généralisés. Ils se concentrent sur quelques valeurs bien identifiées — industrielles dynamiques, groupes de consommation et certains poids lourds du marché — laissant le reste du compartiment évoluer sans direction claire. Dans ce nouvel environnement, la gestion

passive ou trop diversifiée tend à diluer la performance.

Le portefeuille analysé illustre parfaitement cette transition

D'un côté, plusieurs positions confirment la pertinence des choix stratégiques. Poulina Group Holding, Délice Holding ou encore Attijari Bank affichent

des performances solides, soutenues par des fondamentaux robustes et un intérêt continu des investisseurs.

SOTUVER, valeur industrielle déjà identifiée comme moteur, poursuit également sa progression et s'impose comme un pilier du portefeuille.

Mais ces succès ne suffisent pas à entraîner l'ensemble

Certaines lignes pèsent clairement sur la performance globale. Ennakl Automobiles, malgré des résultats financiers en progression et une politique de dividende attractive, reste sous pression en Bourse. Le cas est révélateur : les fondamentaux ne suffisent pas toujours à déclencher un mouvement de marché, surtout dans des phases dominées par le timing et les flux.

SOTRAPIL, après une forte hausse, semble quant à elle marquer une pause, illustrant le cycle classique d'essoufflement après un rallye.

Ce contraste met en évidence un point clé : le portefeuille est bien construit, mais il manque de concentration.

Avec une dizaine de lignes et une allocation relativement équilibrée, il privilégie la stabilité plutôt que l'impact. Or, dans

un concours où les meilleurs participants affichent des performances allant de +40% à plus de +200%, la logique est différente. Il ne s'agit plus seulement d'éviter les erreurs, mais de capter des mouvements significatifs dans un laps de temps réduit.

Autre élément notable : le niveau de liquidités, bien qu'en baisse, reste relativement élevé. S'il constitue une marge de manœuvre appréciable, il agit aussi comme un frein dans un marché où les opportunités existent mais exigent une exécution rapide.

La question qui se pose désormais est simple : faut-il préserver l'équilibre ou accélérer ?

Le portefeuille se trouve à un point charnière. Sa structure est saine, sa diversification réelle et ses choix globalement cohérents. Mais dans un environnement de marché sélectif et dans le cadre d'une compétition, ces qualités peuvent devenir insuffisantes si elles ne s'accompagnent pas d'une prise de risque mesurée.

Car à Tunis, comme ailleurs, la performance ne récompense pas seulement la justesse des analyses. Elle récompense aussi la capacité à agir vite, à arbitrer sans hésitation et à concentrer ses convictions.

Le portefeuille n'est pas en difficulté.

Mais pour revenir dans la course, il devra désormais faire plus que résister : il devra accélérer.

en bref

- **Performance en demi-teinte :** Le portefeuille progresse de +1,34% (50 668 TND), une résilience qui masque une sous-performance relative face au marché.
- **Marché sélectif :** La Bourse de Tunis n'est plus globalement haussière ; les gains se concentrent sur une poignée de valeurs industrielles et de consommation.
- **Moteurs identifiés :** PGH, Délice Holding, [Attijari Bank](#) et [SOTUVER](#) soutiennent la structure grâce à des fondamentaux solides.
- **Freins à la performance :** [Ennakl](#) (malgré de bons chiffres) et SOTRAPIL (en pause) pèsent sur le résultat global.
- **Impératif stratégique :** La diversification excessive et l'excès de liquidité nuisent ; le succès exige désormais arbitrage rapide et concentration des convictions.



VISA
Infinite

BT Infinite

L'élégance à portée de main



Pourquoi la facture énergétique pèse-t-elle sur l'économie tunisienne ?



Rien n'est sûr, tout circule. Cette semaine, les couloirs bruissent de chiffres têtus, de signaux faibles et de quelques idées qui voyagent plus vite que les communiqués. Le réel s'invite partout; l'imaginaire, lui, n'est jamais très loin.

Tunisie

1. Les tableaux de l'INS soufflent le chaud et le froid : au premier

trimestre, les exportations grimpent à 16,3 milliards de dinars, mais le déficit commercial s'élargit à 5,23 milliards. Derrière le rideau, l'énergie pèse encore près de 3 milliards à elle seule.

2. À la BCT, un autre écran rassure sans convaincre tout à fait : les recettes touristiques dépassent 1,6 milliard de dinars, les revenus du travail montent à 2,4 milliards,

et les réserves couvrent 101 jours d'importation. Mais le cash en circulation gonfle encore de 18%.

3. Dans le Sud, le signal vient de Kébili : les travaux de la conduite de gaz entre Saïdane et Douz sont lancés sur 95 km, avec un raccordement annoncé pour 2027. Ici, la transition avance par tuyaux, bien plus que par slogans.

International

1. À Washington, le FMI voit déjà la file se former : au moins douze pays pourraient demander un nouveau soutien à cause du choc énergétique lié à la guerre au Moyen-Orient. Le message du Fonds est net : aide ciblée, surtout pas subventions à l'aveugle.

2. Bruxelles a ouvert sa plateforme d'achats groupés de minerais critiques. L'idée est simple : faire négocier les acheteurs européens en meute pour réduire une dépendance à la Chine qui peut atteindre 90% sur certaines chaînes. Premiers résultats annoncés en septembre.

3. Chez ASML, le thermomètre de l'IA ne baisse pas : le groupe relève sa prévision 2026 à 36-40 milliards d'euros, porté par une demande de puces qui court plus vite que l'offre. En coulisse, les restrictions vers la Chine restent le vrai caillou dans la chaussure.

International imaginaire (scénarios plausibles, non confirmés)

1. Et si quelques capitaux du Golfe testaient, loin des micros, un rail de paiement énergétique partiellement hors dollar ? Rien d'annoncé. Mais entre sanctions, guerre et fatigue des circuits classiques, l'idée n'a plus rien de folklorique.

2. Des financiers murmurent déjà qu'un "club discret" du cobalt pourrait prendre forme entre Afrique centrale et industriels occidentaux. Pas pour affoler les cours, plutôt pour les discipliner sous couvert de souveraineté, de traçabilité et de chaîne propre.

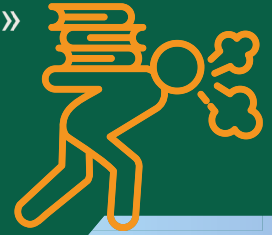
3. Dans certains think-tanks méditerranéens, une vieille note reviendrait sur la table : un pacte Maghreb-Europe mêlant énergie, logistique portuaire et sécurité alimentaire. Très technique, peu bavard, mais potentiellement redoutable s'il sort un jour des tiroirs.



ils Ont Dit

L'Exécution

« En Tunisie, le problème ne réside plus dans l'absence de lois, mais dans l'incapacité chronique de l'administration à transformer ses textes en actes. »



La Vision

« La digitalisation n'est plus une option de modernisation, c'est le remède vital pour restaurer la confiance brisée entre l'investisseur et l'État tunisien. »



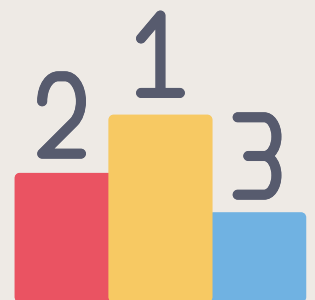
La Preuve

« Pendant que le Rwanda et le Maroc transforment leur service public en moteur de croissance, la Tunisie reste prisonnière d'un cadre réglementaire solide mais statique. »



L'Avenir

« La Tunisie dispose de beaucoup d'atouts pour améliorer son classement dans l'avenir pour peu qu'elle améliore la célérité de l'application. »



Le Diagnostic

« La réglementation existe mais son application demeure très lente. »



B-Ready 2025 : La Tunisie réintègre le classement de la Banque mondiale. Analyse d'un paradoxe entre cadre réglementaire solide et lenteur administrative.



LA TUNISIE QUI GAGNE | TRIIIZA |

Comment Jihene Souabni réinvente l'artisanat durable en Tunisie



En mêlant broderie ancestrale, recyclage textile et design contemporain, TRIIIZA incarne une nouvelle voie pour l'artisanat tunisien. Jihene Souabni, fondatrice défend une création éthique et intemporelle, où chaque pièce raconte une histoire de transmission, de responsabilité et d'innovation, tout en valorisant le "Made in Tunisia" sur la scène internationale.

Entretien avec une créatrice qui puise dans jadis pour tisser demain:

Qu'est-ce qui vous inspire le plus dans le patrimoine tunisien pour vos créations?

Ce qui m'inspire le plus, ce sont les savoir-faire transmis de génération en génération, en particulier la broderie artisanale. Ces techniques portent une mémoire, un rythme et une sensibilité qui dépassent la simple esthétique. Elles racontent une histoire, un geste, de la patience. C'est cette profondeur

que j'essaie de préserver tout en la réinterprétant, également les objets du quotidien qui n'étaient pas pensés comme "design" mais comme nécessaires. C'est cette simplicité fonctionnelle, souvent invisible, que j'essaie de traduire dans mes créations.



« Le design s'adapte à la ressource, et non l'inverse. Une grande partie des collections commence par la matière disponible : les chutes de tissu sont au cœur de mon processus créatif. »

Comment transformez-vous des techniques ancestrales de broderie en pièces modernes et originales ?

Je pars toujours de la technique traditionnelle comme base, je cherche à en extraire une logique,

un rythme, une intention, ensuite, je la déplace vers des formes, des usages et des volumes contemporains.

L'idée c'est de faire évoluer l'artisanat naturellement, de façon harmonieuse avec les besoins et les codes actuels. Cela passe par le choix des matières, des coupes épurées et des pièces pensées pour un usage quotidien.



« Ce qui m'inspire, ce sont les objets du quotidien qui n'étaient pas pensés comme «design» mais comme nécessaires. C'est cette simplicité fonctionnelle, souvent invisible, que j'essaie de traduire. »

Quelle est la pièce de votre collection qui incarne le mieux votre vision de TRIIIZA ?

Le couffin brodé qui a remporté la deuxième place au concours du meilleur produit écoresponsable tunisien, incarne le mieux la vision de TRIIIZA. Il allie le savoir-faire artisanal tunisien aux pratiques d'upcycling, en se basant sur un couffin en fibres naturelles fabriqué par des artisans, en

utilisant des chutes de textile et des techniques de broderie ancestrales.

Cette pièce reflète mon approche: transformer des objets du quotidien en créations porteuses de sens et durables, tout en préservant le patrimoine et le savoir-faire local.

Pourquoi avez-vous choisi de travailler avec des fibres naturelles et des matériaux recyclés ?

Ce choix est venu naturellement. Après mes études de stylisme, je ne me voyais pas adopter un modèle de production textile polluant et excessif. Mon engagement écologique repose principalement sur l'utilisation de chutes textiles et de restes de coupes issus de la confection de vêtements.

Ces matières, souvent considérées comme des déchets, représentent pour moi un potentiel créatif important. Ce choix éthique permet de réduire le gaspillage tout en donnant naissance à des pièces uniques, produites en quantités limitées.

Comment concilier esthétique et durabilité dans vos créations ?

La durabilité commence dès la conception. Travailler avec des

chutes impose une réflexion sur les formes, les assemblages et la longévité des pièces, les contraintes liées aux matières disponibles m'obligent à repenser les designs, à travailler des pièces intemporelles et à privilégier la qualité plutôt que la quantité. L'objectif est de créer des produits bien finis et pensés pour durer, sans compromis sur l'esthétique.

Quels défis rencontrez-vous pour maintenir une production respectueuse de l'environnement en Tunisie ?

Les défis principaux sont l'accès irrégulier aux matières recyclées, le coût de certaines fournitures responsables et l'absence de filières structurées pour le textile durable. Cela demande beaucoup d'adaptation, de temps et de rigueur, surtout à petite échelle, mais cela fait aussi partie du processus d'apprentissage et d'amélioration continue de la marque.

Vos sacs banane et couffins brodés sont très originaux : comment est née l'idée de revisiter ces objets du quotidien ?

L'idée est née de l'envie de travailler avec des matières déjà chargées d'histoire. Les sacs banane TRIIIZA sont réalisés

à partir de jeans recyclés, une matière universelle, robuste et profondément ancrée dans le quotidien.

En associant le denim recyclé à la broderie, je cherche à transformer un vêtement usé en une pièce fonctionnelle, contemporaine et expressive, tout en conservant une forte dimension artisanale.

Quelle place accordez-vous aux chutes de tissu et au recyclage dans votre processus créatif ?

Les chutes de tissu sont au cœur de mon processus créatif. Une grande partie des collections commence par la matière disponible. Le design s'adapte à la ressource, et non l'inverse.



« La lenteur, la cohérence et l'éthique peuvent devenir des forces, pas des faiblesses. L'artisanat durable demande du temps, ce qui peut aller à l'encontre de la logique de rentabilité immédiate, mais c'est un gage de viabilité à long terme. »

Cela permet de réduire les déchets et de travailler dans une logique de circularité.

Comment voyez-vous l'avenir de l'artisanat tunisien face aux enjeux de la mode durable ?

Je pense que l'artisanat tunisien a un rôle clé à jouer dans la mode durable. Il possède déjà des valeurs de lenteur, de qualité et de transmission, à condition d'être accompagné, structuré et surtout respecté.

Il doit évoluer sans se folkloriser. L'enjeu aujourd'hui est de l'accompagner vers plus de visibilité, de structuration et d'innovation, répondre aux attentes d'un marché conscient, local comme international. Sans le dénaturer.

- [Ministère du Tourisme et de l'Artisanat \(Tunisie\)](#)
- [Plateforme de la Mode Circulaire \(International\)](#)
- [Economie Verte](#)
- [GreenTech](#)
- [LA TUNISIE QUI GAGNE](#)

Quel message souhaitez-vous transmettre à travers TRIIZA aux jeunes designers tunisiens ?

Qu'il est possible de créer autrement, sans copier des

modèles industriels ni renier son identité. La lenteur, la cohérence et l'éthique peuvent devenir des forces, pas des faiblesses.

Comment vos créations peuvent-elle contribuer à valoriser l'image du "Made in Tunisia" à l'international ?

En montrant un visage sincère et exigeant de la création tunisienne : ni folklorique, ni standardisée. Chaque pièce raconte une histoire de savoir-faire, de responsabilité et de design intemporel.

Quels sont vos projets futurs pour TRIIZA: nouvelles collections, collaborations, exportation ?

Je souhaite continuer à développer de nouvelles collections, renforcer les collaborations avec des artisans, structurer davantage la marque et explorer progressivement l'export, notamment à travers des partenariats et des plateformes internationales.

Quels obstacles administratifs ou réglementaires avez-vous rencontrés en lançant TRIIZA ?

Comme beaucoup de jeunes marques, TRIIIZA évolue dans un cadre administratif qui demande de l'adaptation et de la patience. Ces étapes font partie intégrante du parcours entrepreneurial

Comment l'environnement institutionnel tunisien soutient – ou freine – les initiatives d'artisanat durable ?

Il existe aujourd'hui des programmes et des initiatives intéressantes pour accompagner les créateurs. Ces dispositifs constituent une base encourageante, même si l'écosystème reste en évolution.

Quelles réformes ou mesures faciliteraient, selon vous, la vie des jeunes créateurs et entrepreneurs dans ce secteur ?

Un accompagnement simplifié, des dispositifs adaptés aux micro-entreprises créatives et écoresponsables, et une meilleure reconnaissance du travail artisanal.

Avez-vous eu recours à des financements externes ou à des levées de fonds pour développer TRIIIZA ?

TRIIIIZA s'est développée principalement de manière progressive et en autofinancement, en privilégiant les programmes d'accompagnement plutôt que de lourdes levées de fonds. J'ai toutefois bénéficié l'année dernière d'un financement ponctuel de 5 000 dinars qui a été un levier précieux pour l'achat de ma propre machine à broder et l'autonomisation de ma production.

Quels sont les principaux défis pour convaincre des investisseurs de soutenir un projet artisanal et écologique ?

Le principal défi est de démontrer que l'artisanat durable peut être à la fois porteur de sens et

économiquement viable puisque l'artisanat durable demande du temps, ce qui peut aller à l'encontre de la logique de rentabilité.

Pensez-vous que l'artisanat durable peut devenir un secteur attractif pour les fonds d'investissement en Tunisie et à l'international ?

Oui, à condition qu'il soit bien structuré et qu'il s'inscrive dans une vision à long terme. La demande pour des produits responsables est en constante évolution, et l'artisanat a toute sa place dans cette dynamique.

Entretien initié par Amel Belhadj Ali

en bref

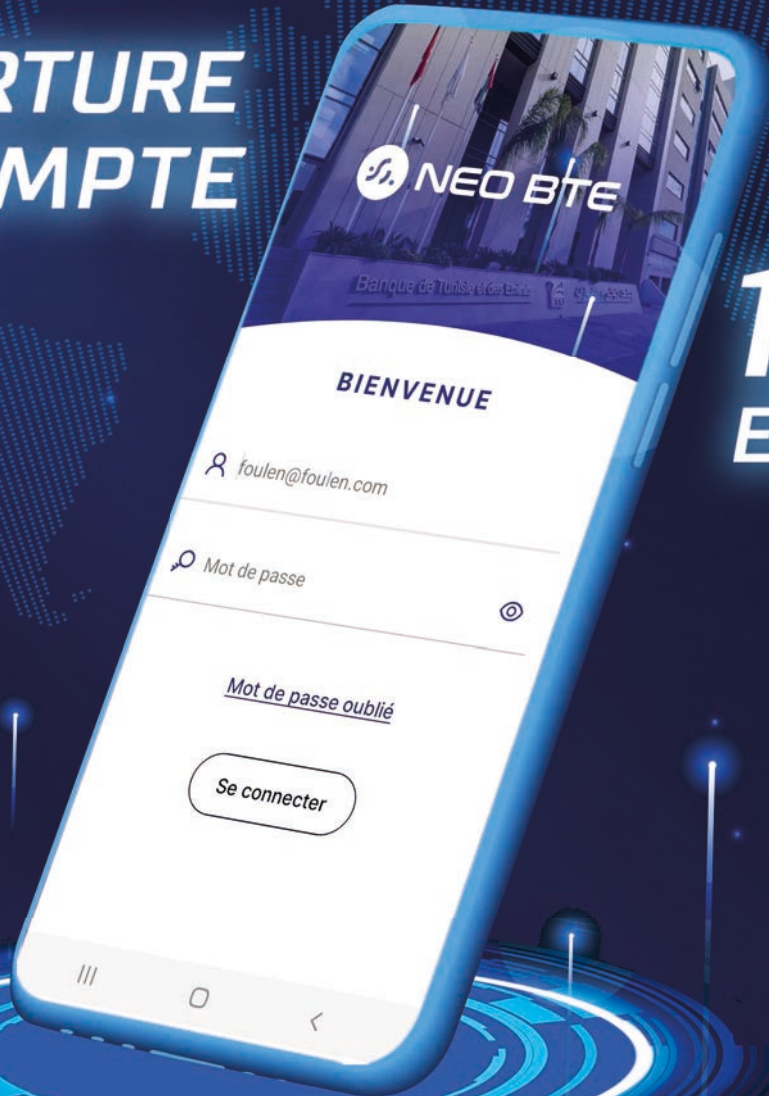
- **Identité** : TRIIIZA, marque tunisienne alliant broderie ancestrale et upcycling.
- **Innovation** : Utilisation de jeans recyclés et de chutes de tissus pour des accessoires contemporains (bananes, couffins).
- **Distinction** : 2ème prix du meilleur produit écoresponsable tunisien pour son couffin brodé.
- **Vision** : Un modèle de production «slow fashion» opposé aux standards polluants de l'industrie textile.
- **Objectif** : Structurer la marque pour l'exportation et valoriser le savoir-faire local sans le dénaturer.



Réinventons la banque ensemble !

1^{ère} Banque en ligne en Tunisie

OUVERTURE DE COMPTE



100% EN LIGNE



بنك تونس و الإمارات
Banque de Tunisie et des Emirats



Tunisie |

Les exportations du textile et de l'habillement dépassent 9 milliards de dinars en 2025



Face à une conjoncture internationale marquée par l'instabilité géopolitique et l'érosion du pouvoir d'achat en

Occident, l'industrie tunisienne du textile et de l'habillement fait preuve d'une résilience hors norme. Avec plus

de 9 milliards de dinars d'exportations en 2025, le secteur valide sa mutation stratégique vers la haute valeur ajoutée.

9 milliards de dinars
(Exportations textile-habillement 2025)

Une résilience ancrée dans la performance

Le verdict de la Fédération Tunisienne du Textile et de l'Habillement (FTTH) est sans appel : le secteur maintient son rang de pilier de l'économie nationale. En atteignant la barre symbolique des 9 milliards de dinars en 2025, l'industrie textile confirme une stabilité amorcée depuis 2022. Fait notable : cette performance n'inclut même pas les segments spécialisés pour l'automobile et l'aéronautique, lesquels pèsent plus de 2,2 milliards de dinars supplémentaires.

Le virage gagnant de la diversification

Si le secteur résiste à la concurrence agressive des pays à bas coûts, c'est grâce à une montée en gamme salvatrice. Tandis que les segments traditionnels comme le denim ou la lingerie subissent les contraintes de la demande

mondiale, de nouveaux moteurs de croissance émergent. Le textile technique, les vêtements de haute performance, le luxe «Made in Tunisia» et l'habillement professionnel à forte composante technologique tirent désormais la croissance vers le haut. Ce savoir-faire reconnu permet à la Tunisie de s'extraire de la simple sous-traitance pour devenir un partenaire stratégique des marchés premium.

2 milliards de dinars
(Segments spécialisés auto/aéro, en sus)

Un «Pacte de Relance» pour l'avenir

Toutefois, la FTTH prévient: cette solidité ne doit pas masquer les réformes urgentes. Pour pérenniser ces acquis, les professionnels appellent à la signature d'un pacte de relance et de montée en valeur. Les priorités sont claires : fiscalité incitative pour les exportateurs, automatisation accélérée et numérisation des processus de production. L'enjeu est également diplomatique et réglementaire, avec une nécessaire adaptation aux accords euro-méditerranéens et aux politiques tarifaires américaines. En misant sur l'innovation et le design, la Tunisie entend consolider l'image de marque d'une industrie durable, technologique et résolument compétitive.

en bref

- **9 milliards de dinars** : Volume des exportations textiles en 2025 (hors auto/aéro).
- **Résilience stratégique** : Maintien des performances malgré l'inflation et les tensions géopolitiques mondiales.
- **Moteurs de croissance** : Succès du textile technique, du luxe et du vêtement professionnel.
- **Points de vigilance** : Concurrence accrue sur le denim et la lingerie.
- **Impératif** : Nécessité d'un pacte de relance axé sur l'innovation, la technologie et la durabilité.

La sidérurgie tunisienne au bord du précipice |

Chronique d'une faillite annoncée



Dans un récent post publié vendredi 27 mars 2026, l'analyste économique Abdelbasset Sammari a tiré la sonnette d'alarme sur la situation de la société tunisienne de sidérurgie. Ses propos, appuyés par des chiffres officiels de 2024, révèlent une crise qui dépasse

le simple accident conjoncturel pour s'apparenter à une spirale de faillite.

Des chiffres alarmants

Les résultats financiers de 2024 sont sans appel : une perte nette de 69,2 millions de dinars (contre 42 millions en 2023), un chiffre d'affaires en recul de plus

de 30 millions de dinars et un résultat d'exploitation négatif de 27 millions de dinars. Ces données ne traduisent pas une « mauvaise année », mais une crise structurelle qui frappe au cœur de l'entreprise.

Une spirale de faillite

Comme le souligne Sammari, la mécanique est implacable : l'entreprise ne vend plus assez

pour couvrir ses coûts, chaque unité de production génère des pertes, les dettes augmentent pour compenser les déficits d'exploitation et les charges financières s'alourdissent, aggravant encore les pertes. Ce cercle vicieux illustre un modèle économique épuisé, incapable de retrouver l'équilibre.

Un cas d'école du déclin des entreprises publiques

La sidérurgie tunisienne devient, selon Sammari, un exemple emblématique de l'échec de la gouvernance publique : absence de vision industrielle claire, faiblesse des mécanismes de gouvernance, coûts en inflation face à une compétitivité en chute libre et retard des réformes, désormais au seuil du danger. Le constat est brutal : maintenir le statu quo revient à subventionner un gouffre, sans perspective de redressement.

Un contexte macroéconomique aggravant

Cette crise ne survient pas dans un vide. L'économie tunisienne en 2024 est déjà fragilisée : la croissance du PIB réel peine à dépasser 2 %, freinée par une demande intérieure atone et un climat d'investissement incertain. L'inflation de 7% en 2024, de 5,3 en 2025 et de 5 % au mois de février

2026 continue à peser lourdement sur le pouvoir d'achat et sur les coûts de production. Le déficit budgétaire dépasse 6 % du PIB et la dette publique les 80 %, limitant la marge de manœuvre de l'État pour soutenir ses entreprises.

À cela s'ajoute un déficit courant persistant, alimenté par des importations énergétiques et industrielles coûteuses, et une faiblesse chronique des investissements directs étrangers, faute de réformes structurelles. Dans ce contexte, la sidérurgie tunisienne n'est pas seulement une entreprise en difficulté : elle devient le symbole d'un modèle économique national sous tension, où chaque retard de réforme accroît le risque systémique.



Les pistes de réforme

Pour éviter l'effondrement, Sammari propose des mesures radicales : restructuration financière et industrielle en profondeur, refonte du modèle économique, ouverture du capital ou intégration d'un partenaire

stratégique, lien clair entre productivité et rémunération, et arrêt immédiat du financement des pertes. Ces recommandations s'inscrivent dans une logique de sauvetage urgent, où chaque mois de retard accroît le coût futur de l'intervention.



Le message de Sammari est sans détour :

« Soit un décision courageuse aujourd'hui, soit un effondrement coûteux demain que paieront tous les Tunisiens. »

La sidérurgie tunisienne, longtemps symbole de souveraineté industrielle, se trouve désormais au bord du précipice. Son avenir dépendra de la capacité des décideurs à transformer une crise en opportunité de réforme, dans un pays où l'équilibre macroéconomique est déjà précaire.

A.B.A

Règlement judiciaire en Tunisie |

Ultime rempart ou simple sursis ?



indispensable pour élaborer un plan de redressement.

L'homologation du plan : Le rôle central du Tribunal

Le tribunal de première instance, après examen du rapport de l'administrateur judiciaire, décide du sort de l'entreprise. Trois voies s'ouvrent : la continuation de l'activité (via un concordat), la cession totale ou partielle à un tiers, ou, en cas d'échec manifeste, la faillite (liquidation judiciaire). La réussite repose sur un équilibre fragile entre les sacrifices des créanciers et la viabilité du nouveau modèle économique proposé.

Le paysage entrepreneurial tunisien, marqué par une volatilité croissante, place la notion de «difficulté économique» au cœur des préoccupations juridiques. Le règlement judiciaire n'est pas une simple procédure de faillite ; c'est un mécanisme de sauvetage hybride visant à maintenir l'activité, préserver les emplois et apurer le passif sous le contrôle rigoureux du juge.

Prévenir pour ne pas subir

La force du droit tunisien réside dans sa phase préventive. Lorsqu'une entreprise est en cessation de paiements ou menacée de l'être, le dirigeant peut solliciter le bénéfice

du règlement judiciaire. Cette démarche suspend les poursuites individuelles, offrant une «respiration» financière

en bref

- **Finalité** : Sauvegarder l'entreprise, les emplois et désintéresser les créanciers.
- **Condition** : État de cessation de paiements (impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible).
- **Effet immédiat** : Suspension des poursuites individuelles et des intérêts de retard.
- **Acteurs clés** : Le juge-commissaire, l'administrateur judiciaire et la Commission de Suivi des Entreprises en Difficultés.
- **Issue** : Soit un plan de redressement (concordat), soit la liquidation judiciaire.



BBA



RÉPUBLIQUE DU BONHEUR ÉCONOMIQUE

Salaires : l'art national de gagner un peu plus pour compter beaucoup moins.

**VOTRE FICHE DE PAIE AUGMENTE.
VOTRE POUVOIR D'ACHAT,
LUI, DEMANDE ENCORE CONFIRMATION.**

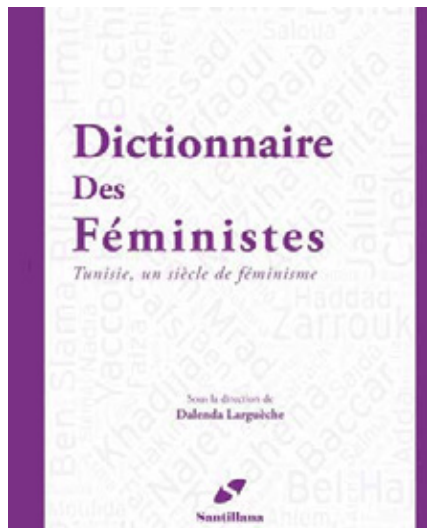


COMMUNIQUÉ
OFFICIEL

Le Ministère de l'Économie Comportementale annonce le lancement du **Plan de Revalorisation Émotionalle des Salaires**. Grâce au BBA, chaque hausse nominale sera désormais accompagnée d'un supplément d'optimisme administratif. Les citoyens sont invités à célébrer toute augmentation, même symbolique, comme un progrès mesurable du bonheur brut ajusté, indépendamment des loyers, des prix alimentaires et des fins de mois prolongées.

★ **ET VOUS, VOTRE SALAIRE FAIT-IL ENCORE MONTER VOTRE BBA ?** ★

Parution du “Dictionnaire des féministes”, un siècle de luttes et d’engagements féminins



Le Dictionnaire des féministes : Tunisie, un siècle de féminisme, ouvrage collectif dirigé par l'historienne Dalenda Larguèche, est publié en mars 2026 aux éditions Santillana (Tunis). Ce volume de plus de 796 pages propose une exploration détaillée du mouvement féministe en Tunisie, de ses débuts au début du XXe siècle jusqu'à l'année 2011. Ouvrage de référence, ce dictionnaire compile des notices biographiques et thématiques, documentant un siècle de luttes et d'engagements. Dans l'introduction, Dalenda Larguèche écrit : « Le féminisme tunisien a façonné le destin du pays, porté par des générations de femmes qui ont lutté pour l'égalité des droits et la justice sociale. »

Elle souligne que, malgré leur rôle central, les combats et victoires des féministes ont souvent été « relégués dans l'ombre des récits officiels ». L'objectif de cet ouvrage est de mettre en lumière ces trajectoires souvent invisibilisées et de contribuer à la construction d'une mémoire partagée de l'histoire de la Tunisie.

À travers une approche plurielle, l'ouvrage illustre la diversité des féminismes tunisiens — réformistes, institutionnels ou autonomes — et souligne leur enracinement dans le contexte national. Sous la direction d'un comité scientifique composé des expertes Asma Nourira, Fathia Saïdi et Souad Triki, le projet retrace les parcours de nombreuses figures influentes. Parmi elles figurent des personnalités telles que l'historienne et ancienne ministre Latifa Lakhdar, la militante et membre de l'Assemblée constituante Khadija Benhassine, ainsi que de nombreuses intellectuelles, syndicalistes et artistes ayant contribué à la dynamique sociale et politique du pays.

Une image marquante du livre illustre la participation des femmes tunisiennes aux élections municipales de 1957, un moment clé dans la reconnaissance de leurs droits politiques. Cette photographie témoigne de l'engagement précoce et de l'impact des Tunisiennes sur la scène publique.

La dernière partie de l'ouvrage met l'accent sur l'importance de préserver cette mémoire et de l'intégrer pleinement dans les récits historiques nationaux. Dalenda Larguèche conclut : « Ce dictionnaire s'inscrit dans un projet collectif visant à affirmer qu'il n'y a pas d'histoire de la Tunisie sans les femmes. » Enrichi d'une bibliographie exhaustive, l'ouvrage constitue une ressource importante pour les chercheurs ainsi que pour tous ceux désireux de mieux comprendre l'apport des femmes à l'histoire nationale. Le Dictionnaire des féministes est désormais disponible en librairie, offrant aux lecteurs une occasion unique de découvrir l'importance du féminisme dans l'histoire de la Tunisie.

Prix Goncourt - Choix de la Tunisie 2026 |

Les lycéens tunisiens consacrent le roman de Nathacha Appanah



La romancière mauricienne Nathacha Appanah a remporté la 10^{ème} édition du [Prix Goncourt - Choix de la Tunisie](#) grâce à son ouvrage intitulé «La Nuit au cœur» publié aux Éditions Gallimard.

Plus de 300 lycéennes et lycéens issus de 23 gouvernorats se sont réunis à l'[Institut français de Tunisie](#), IFT à Tunis, samedi 11 avril 2026, pour célébrer une décennie d'engagement en faveur de la lecture. Dix éditions marquées par une même ambition : encourager les jeunes à lire, débattre, argumenter et faire des choix éclairés.

À l'issue de débats riches et de présentations critiques de haut

niveau, les élèves ont procédé au vote pour élire leur lauréat. Cette journée a également été ponctuée par un échange en visioconférence avec l'écrivaine belge Caroline Lamarche, ainsi qu'une intervention remarquée de Philippe Claudel, président de l'[Académie Goncourt](#).

Les résultats ont finalement été annoncés par l'écrivain tunisienne Amira Ghenim, présidente du jury de la 10^{ème} édition, dans une ambiance célébrant la littérature et l'esprit critique des jeunes participants. Elle a déclaré dans son discours «Présider le jury du Goncourt - Choix de la Tunisie est pour moi une expérience profondément intime, tant elle

me ramène à ce lieu originel : la lecture, partagée, discutée, disputée — vivante.»

Le roman *La nuit au cœur* (éditions Gallimard) de Natasha Nathacha Appanah relate trois histoires de femmes victimes de la violence de leur compagnon. Il a remporté le Prix Femina 2025. Il a auparavant remporté 11 Choix Goncourt internationaux dans 11 pays différents, informe l'Académie Goncourt. Un résultat éblouissant !

Le prix littéraire « Choix Goncourt de la Tunisie » est devenu un événement incontournable en Tunisie encourageant la lecture, la circulation de la littérature francophone contemporaine et des auteurs en Tunisie et ce depuis 2015, à l'occasion de la visite inaugurale de Bernard Pivot à l'Institut français de Tunisie (IFT).

Il décerne le prix du meilleur roman français choisi parmi la troisième sélection effectuée en octobre par un jury tunisien composé majoritairement de lycéens.

Tekiano.com

Toyota RAV4 Hybride |

Leader des ventes SUV en Tunisie



majeur ; il enregistre le volume le plus élevé sur le segment des SUV de sa catégorie, consolidant une position de leader acquise grâce à une adéquation parfaite entre l'offre et la demande locale.

La technologie hybride, clef du succès

Ce plébiscite ne doit rien au hasard. Le RAV4 Hybride, véritable modèle phare de la gamme Toyota, s'est imposé comme la référence absolue. Ce succès repose sur un triptyque solide: un design affirmé qui séduit au premier regard, une technologie hybride éprouvée offrant un confort de conduite exceptionnel, et une polyvalence qui répond aux exigences d'une clientèle tunisienne en quête de modernité et de valorisation. Le RAV4 Hybride n'est pas juste un véhicule ; c'est un choix pragmatique et statutaire.

La stratégie gagnante de Toyota en Tunisie

Au-delà des qualités intrinsèques du véhicule, ces performances du premier trimestre 2026 valident la stratégie à long terme du constructeur japonais en Tunisie.

Le marché automobile tunisien du premier trimestre 2026 livre son verdict : le Toyota RAV4 Hybride domine outrageusement le segment des SUV de sa catégorie. Avec des volumes de vente inégalés, le modèle phare du constructeur japonais confirme la pertinence de sa technologie et la confiance durable des conducteurs tunisiens envers la marque. Analyse d'un succès stratégique.

Une domination sans partage au premier trimestre 2026

Le paysage automobile tunisien de ce début d'année 2026 est marqué par une confirmation de taille. Selon les données officielles du marché arrêtées à la fin mars, le [Toyota](#) RAV4 Hybride s'est hissé au sommet des ventes de son segment. Il n'est pas seulement un acteur

En s'appuyant sur une offre finement adaptée aux attentes de chaque segment, un niveau d'exigence intransigeant sur la qualité et la sécurité, et un réseau de distribution structuré et performant, Toyota démontre sa capacité à transformer la confiance en parts de marché concrètes. Le [RAV4 Hybride](#) est l'ambassadeur de cette réussite.

Le C-SUV

- **«C» (Segment C) :** Il s'agit du segment des voitures compactes. C'est le segment intermédiaire, situé entre les citadines (Segment B) et les berlines familiales ou routières (Segment D).

- **«SUV» (Sport Utility Vehicle) :** Désigne un véhicule surélevé, polyvalent, inspiré des codes du tout-terrain mais conçu pour la route.

Le Toyota RAV4 Hybrides

- **Motorisation hybride pionnière :** Une technologie auto-rechargeable performante offrant un équilibre optimal entre puissance et basse consommation (4,8L/100km).
- **Design robuste :** Une silhouette aux lignes anguleuses et affirmées qui lui confère une présence statutaire et moderne sur la route.
- **Habitabilité supérieure :** Un espace intérieur généreux couplé à un vaste volume de coffre, idéal pour un usage familial polyvalent.
- **Fiabilité Toyota :** Une conception durable garantissant une grande sérénité à l'usage et une excellente valeur de revente sur le marché.
- **Sécurité active :** Équipé de série des dernières aides à la conduite (Toyota Safety Sense) pour une protection maximale des passagers.





Le monde continue de tourner, parfois de travers, souvent à crédit, et toujours avec un sens du théâtre qui ferait pâlir une série Netflix.
Mister W.

● La claque positive

L'économie encaisse, la transition accélère

On l'avait presque oubliée, cette capacité du monde à encaisser les coups sans s'effondrer. Malgré le choc énergétique autour du détroit d'Ormuz, l'économie mondiale montre encore quelques ressorts : réserves stratégiques, efficacité énergétique, renouvelables, investissements dans l'intelligence artificielle. La machine tousse, mais tient debout. Le FMI prévoit une croissance ralentie, mais positive, autour de 3,1 % en 2026. Et paradoxe savoureux : la crise énergétique pourrait accélérer la sortie du pétrole et du gaz. Quand la géopolitique fait avancer la transition mieux que les sommets climatiques, on sourit jaune.

Enfin, le progrès avance parfois avec un casque et des béquilles... Mister W.

● Panique à bord

Ormuz, le robinet qui fait trembler la planète

Le détroit d'Ormuz, petit passage maritime, grand bouton rouge mondial. Cette semaine, la crise autour de cette artère pétrolière a rappelé que notre modernité tient parfois dans un couloir d'eau. Escortes de navires, tensions régionales, craintes d'approvisionnement : l'énergie revient au centre du jeu. Et quand elle tousse, inflation, carburants, transport et marchés sortent le thermomètre. Le FMI redoute déjà l'impact d'un conflit prolongé. La panique n'est pas totale, mais les gouvernements comptent les barils avec angoisse. Années 1970, version 5G.

On voulait décarboner le monde, il commence par nous carboniser les nerfs... — Mister W.

● L'absurde en action

La liberté de la presse célébrée sous surveillance

Le 3 mai, le monde a célébré la Journée mondiale de la liberté de la presse. Belle idée, presque poétique. Sauf qu'au même moment, Reporters sans frontières signalait son plus bas niveau depuis 25 ans. Plus de la moitié des pays évalués sont jugés en situation "difficile" ou "très grave". Pendant que les discours saluent les journalistes, certains pouvoirs intimident, censurent ou fragilisent les médias. L'UNESCO alerte aussi sur ce recul mondial. On applaudit la presse le matin, on l'entrave l'après-midi. Le cynisme a désormais son agenda officiel.

La liberté d'expression va bien, merci pour elle : elle est juste très occupée à se défendre... — Mister W.

« La semaine prochaine, on reparlera peut-être d'humains raisonnables... mais ne rêvons pas trop. » MISTER W.

Paieement à 90 jours



Je ne sais pas qui a inventé ce principe mais quand je vais au café ou au restau, je paie cash mais quand je fournis un service ou un équipement, je suis payé au moins à 90 longues journées l'équivalent de 2.160 heures ou 129.600 minutes ; en secondes il devient effarant – presque 8 millions - et durant cette longue longue période il peut se passer

des choses :

- 30.000 petits et petites tunisiennes viendront réguler le taux de croissance de la population,
- les touristes auront passé plus de 5 millions de nuitées dans nos hôtels,

- plus de 100.000 tonnes de pains auront été consommé dans le pays,

- plus de 500 accidents se seraient produits sur nos routes,

- le dinar aurait glissé de quelques millimes sur le marché des changes,

- et je ne sais quoi d'autre et pendant ce temps là j'attends,...

J'attends que ma facture suive les circuits administratifs subissent le supplice du tamponnage et jusqu'au jour fatidique où le paiement rejoint le compte bancaire rongé par les agios destructeurs qui la font disparaître aux tréfonds d'un système bancaire on ne peut plus dinarophage et j'attends, j'espère et je subis,...

Il faut payer les salaires, les charges, le loyer,

le téléphone, l'électricité, l'essence, et quoi encore...

Et mon comptable me dit que mes comptes sont bons que je fais du bénéfice ; mais tout ça sur le papier, alors que moi je ne vois ni la couleur ni le papier ni l'odeur de l'argent qui passe...

90 jours, c'est long et c'est usant. De 90 jours en 90 jours on arrive à 6 mois puis à un an de chiffre d'affaires et voire plus...

Et alors c'est la grosse crise d'asthme de l'entreprise et comme généralement les banques ne fournissent plus d'oxygène qu'aux personnes aérées, on passe à la rubrique nécrologique des entreprises en difficultés,... et ça continue on peut toujours se consoler que malgré ses 90 jours

l'Etat et les structures privées fiables paient, mais souvent et parfois, votre argent passe avec vous à la trappe, que reste-t-il donc à faire,...

Moi je rêve d'aller encadrer tous mes diplômes et d'aller créer un petit commerce de «CASSES CROUTES», comme ça chaque soir je rentrerai avec des dinars sonnants et trébuchants et je les regarderai et les recompterais avec plaisir mais le problème il faut que j'apprenne à faire des «CASSES CROUTES» et en attendant je vais au casse pipe ...

*Ibtissem
(22 mars 2006)*



Le Message de Carthage

Archives de Byrsa, 217 av. J.-C.

Le Sénat annonce une hausse exceptionnelle de la solde des scribes et des porteurs d'amphores. Les marchés confirment en retour une légère adaptation des prix du blé, de l'huile et du transport maritime.

Le peuple est prié de célébrer cette amélioration théorique de son pouvoir d'achat.

En pratique, chacun se débrouillera avec ses olives.



BLÉ
~~20~~
40
SICLES

HUILE
~~15~~
30
SICLES

TRANSPORT
~~10~~
20
SICLES

SOLDE MENSUEL
AVANT : 10 SICLES
APRÈS : 12 SICLES

Signé :

Ministère punique de l'optimisme économique

#InflationPunique

C'ÉTAIT EN 2006 |

Immobilier, tourisme, FMI : que révélait la Tunisie d'il y a 20 ans ?



Au milieu des années 2000, la Tunisie affichait une double ambition : accélérer son ouverture économique tout en consolidant ses grands équilibres. Les archives de 2005 et 2006 réunies ici en donnent une image nette. On y voit un pays engagé dans des réformes juridiques, des opérations de privatisation, des tentatives de modernisation sectorielle et une volonté affirmée d'attirer capitaux, touristes et partenaires étrangers.

Relire ces textes aujourd'hui éclaire plusieurs débats encore actuels : climat des affaires,

transmission des entreprises, fragilité bancaire, propriété intellectuelle, dépendance au tourisme et poids de l'informel. Ces archives montrent aussi un moment où la modernisation était souvent pensée à travers la libéralisation, la qualité, l'investissement étranger et l'intégration aux marchés régionaux et mondiaux.

Pourquoi les revisiter aujourd'hui ? Parce qu'elles captent des promesses, des blocages et des paris économiques dont certains ont structuré durablement le débat public. Entre réformes

annoncées et réalités du terrain, elles offrent un miroir utile pour comprendre les continuités.

Réformes du cadre économique et du climat des affaires

Immobilier, entreprises, propriété intellectuelle

Dans “**Opérations immobilières et foncières : L'autorisation du gouverneur, nouvelle version**” (2005), l'archive revient sur l'assouplissement partiel d'une procédure souvent jugée



L'Éveil à l'Infiniment Vivant

" Apis Mellifica : L'Éveil à l'Infiniment Vivant, الطريق إلى النحل " (Le chemin vers les abeilles) ", tel est le titre poétique de l'exposition de Chahrazed Fekih, pour puiser le nectar de son art, à découvrir à la galerie A.Gorgi, le 17 avril 2026 à Sidi Bousaïd.

Apis Mellifica est une invitation à franchir le seuil d'une altérité radicale, là où le regard ne se contente plus d'observer, mais accepte d'être habité par ce qu'il voit, indique l'organisatrice de l'exposition dans un communiqué envoyé à TAP.

Cette exposition dessine le récit d'un décentrement sacré, celui d'un humain qui dépose sa couronne pour ne plus être qu'un souffle parmi des milliers, cherchant, à l'instar de l'abeille entre les fleurs, sa juste place dans la trame du monde. Rencontrer l'abeille, c'est s'initier à une nouvelle culture de l'attention : l'insecte n'est plus un simple rouage de notre écosystème, mais l'artisan d'une poétique de la matière, bâtisseur d'architectures de cire et alchimiste du nectar.

En suivant le chemin des abeilles, nous comprenons que le monde n'est pas un décor, mais un tissu d'interdépendances vibrantes. S'ouvrir à leur présence devient alors l'exercice d'une attention nouvelle : une diplomatie du regard qui reconnaît la dignité et la souveraine beauté des autres manières d'être vivant, une exposition à découvrir donc, pour cet entrelacement entre la nature et son influence dans la création artistique dans la démarche solo de Chahrazed Fekih.

contraignante, notamment pour les investisseurs étrangers. Le texte précise les exemptions accordées dans les zones industrielles et, plus partiellement, touristiques, tout en montrant que le cadre reste complexe et fortement encadré.

Autre signal fort, "**Piratages : La Tunisie veut s'attaquer aux racines du mal**" (janvier 2006) marque un tournant discursif. Le ministère des Technologies de la communication y défend une "deuxième étape" : diffuser une culture du respect de la propriété intellectuelle. L'enjeu est clairement lié à l'ambition d'"économie du savoir".

Dans "**L'entreprise familiale à l'épreuve de la transmission**" (février 2006), l'archive identifie un risque structurel : la fragilité du passage entre générations dans un tissu dominé par les PME familiales. Gouvernance, financement, conflits internes et absence de cadre législatif spécifique y apparaissent comme des vulnérabilités majeures.

Tourisme, performances et fragilités

Les archives touristiques traduisent à la fois l'optimisme et les déséquilibres du secteur. "**Tourisme 2005 : l'année des records battus**" annonce 6.378.893 visiteurs, 37.065.679 nuitées et un taux d'occupation

de 52,3%. Les marchés libyen, français et algérien dominant, tandis que des zones comme Djerba/Zarzis et Sousse confirment leur centralité.

Mais cette performance masque des tensions. "Mise à niveau hôtelière : Paris apporte son assistance financière et son expertise" (janvier 2006) montre qu'un vaste programme de modernisation doit encore être réellement lancé, avec un prêt concessionnel de 50 millions d'euros de l'AFD. Dans le même temps, "**Un nouveau fonds d'investissement tuniso-saoudien au secours des hôtels en difficulté**" révèle qu'une part importante du parc hôtelier est en crise, au point de nécessiter un véhicule de reprise et de restructuration.

Ouverture, privatisation et intégration régionale

La période est également marquée par de grandes manœuvres capitalistiques. "**La saga de la privatisation de Tunisie Télécom**" puis "**Privatisation de Tunisie Télécom : Tecom DIG l'emporte avec 3,052 milliards de dinars**" racontent un processus long, disputé, socialement sensible, mais stratégique. La cession de 35% du capital illustre l'ampleur prise par les télécommunications dans l'économie tunisienne.

Parallèlement, "**Tunisie-Algérie:**

2006, année de la ‘préférence fraternelle’ met en avant la relance de la coopération économique bilatérale, dans une logique de voisinage stratégique, de foires, salons et prospection commerciale.

Le miroir avec 2025

Vingt ans plus tard, le contraste avec 2025 est frappant : plusieurs thèmes de ces archives restent centraux. Le climat des affaires, la sécurité juridique, la santé bancaire, la valorisation de la propriété intellectuelle, la montée en gamme du tourisme et la transmission des entreprises demeurent des questions structurantes.

À l'époque, la prédiction du FMI semblait cohérente : pour **“accrocher le train de l'OCDE”**, il fallait accélérer les

réformes, assainir les banques et dynamiser le privé. Dix ans plus tard, puis vingt ans plus tard, la réalité a montré que l'ouverture économique ne suffisait pas à elle seule. Les archives révèlent ainsi moins un moment révolu qu'un ensemble de chantiers inachevés.

Conclusion

Que nous dit ce retour en arrière sur notre présent ? Qu'au milieu des années 2000, la Tunisie avait déjà identifié une grande partie de ses défis structurels. Les archives montrent une économie en mouvement, mais aussi des fragilités persistantes. Leur intérêt, aujourd'hui, tient précisément à cela : rappeler que les débats actuels sur la réforme, la compétitivité et la gouvernance ont des racines anciennes.

(1er Trimestre 2006)

en bref

- **Records touristiques (2005)** : 6,3 millions de visiteurs, mais une fragilité structurelle nécessitant des fonds de secours.
- **Privatisation majeure** : Vente de 35 % de Tunisie Télécom pour plus de 3 milliards de dinars.
- **Réformes juridiques** : Tentatives d'assouplissement foncier et lutte contre le piratage pour l'économie du savoir.
- **Risque structurel** : La difficile transmission générationnelle des entreprises familiales tunisiennes.
- **Constat 2025** : Les défis d'aujourd'hui sont les «chantiers inachevés» identifiés dès 2006.



CONTACT US →

WMC
Lemag

L'AMORCE (Le 4ème mur)

On dit que l'argent n'a pas d'odeur. Mais en Tunisie, les factures, elles, ont une âme... et une patience infinie.

Voici l'odyssée d'Ibtissem, une facture qui croyait au Père Noël... et à la comptabilité publique.

L'ILLUSION DÉPART (L'espoir)

Adieu Patron ! Je pars devenir des espèces sonnantes et trébuchantes ! Je vais faire des petites sœurs !

LA DOUCHE FROIDE (Le premier tampon)

Premier contact avec l'administration. Le coup de foudre est... physique.

MINISTÈRE
DU TEMPS
PERDU

ARRIVÉE
BUREAU D'ARRIVÉE

L'ESCALADE ABSURDE (La hiérarchie)

Signer... signer... je signe donc je suis. Mais qu'est-ce que je signe ?

Grand Patron

Sous-Directeur

Contrôleur

Sur-Directeur

*TAM!
POUM!
SCRITCH!

LE DORTOIR DES OUBLIÉES (Le placard)

Bienvenue à la "Star Ac" du placard, gamine. Ici, on vote pour savoir qui sera payée en 2035.

Oups, trop d'huile dans ce sandwich... et toc !

FACTURE

UNE VIEILLE FISCASSE

UNE VIEILLE FACTURE

UNE TARIE PRETONS

LA CHUTE CYNIQUE

Ibtissem attend toujours de boucher un trou bancaire... En attendant, elle sert surtout de papier journal.

SERVICE
COMPTABILITÉ
OUVERT LE MERCREDI
DE 10H À 10H15

REVIENS
DEMAIN

Mazel !
Mazel !

Le circuit court, c'est pour les légumes. Pour l'argent, on préfère le labyrinthe.



TOYOTA

Roulez en Hybride & profitez
de nos offres exceptionnelles*



* 90 jours de franchise accordés

* 1 an d'entretien gratuit

Notre engagement reconnu, votre confiance récompensée.

- ✓ Meilleure banque sur le marché de change en Tunisie par Global Finance
- ✓ Meilleure banque en Tunisie décernée par Euromoney
- ✓ Meilleure gouvernance bancaire en Tunisie attribuée par Capital Finance International
- ✓ Meilleure stratégie de digitalisation en Afrique du Nord attribuée par Capital Finance International
- ✓ Contribution exceptionnelle au développement de la jeunesse en Tunisie attribuée par Capital Finance International

